

Le 1er mai 2011 Solidarité internationale et progrès social

Texte commun CFDT - CGT – FSU – Solidaires – UNSA

Le 1er mai, journée de solidarité internationale du monde du travail, prend un relief particulier dans un monde marqué par des évolutions majeures.

Les organisations CFDT - CGT – FSU – Solidaires – UNSA expriment leur soutien aux peuples des pays arabes qui se soulèvent pour la dignité et la liberté. Partout dans le monde, cette onde de choc salutaire bouscule les dictatures et porte un message d'espoir de liberté, de démocratie et de progrès social.

Elles font aussi du 1er mai une journée de solidarité européenne en dénonçant les politiques d'austérité imposées par les États membres de l'Union et les Institutions européennes pour « assainir » les dépenses publiques. Les salarié(e)s ne doivent pas payer le coût d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

En France, le 1er mai 2011 se déroule dans un contexte de crise économique et sociale qui creuse les inégalités et mine la cohésion sociale, un contexte de tension sociale toujours forte liée aux préoccupations des salariés en matière d'emploi, de salaires et de conditions de travail qui se sont exprimées fortement dans les mobilisations de 2009 et 2010 face à la crise et à la réforme des retraites.

Partout, participons aux manifestations unitaires pour :

- Donner la priorité à l'emploi par des politiques économiques et sociales prenant appui sur une réelle politique industrielle qui réponde aux impératifs écologiques et des services publics de qualité, favorisant la réduction des inégalités. Prioriser des mesures en faveur des jeunes. Mettre fin au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

- Améliorer les salaires, les pensions et le pouvoir d'achat, permettre à chacun de vivre dans la dignité en garantissant le droit pour toutes et tous à une protection sociale solidaire et de haut niveau tout au long de la vie ; Faire reculer les inégalités entre les femmes et les hommes

- Améliorer les conditions de travail et faire reconnaître la pénibilité ;

- Lutter pour l'égalité des droits et contre toutes les discriminations, notamment concernant tous les travailleurs migrants.

L'exigence d'une vie meilleure faite de justice sociale, du respect des droits fondamentaux, d'un travail décent, reconnu et valorisé doit se faire entendre.

Mobilisons-nous pour le « vivre ensemble », la solidarité entre les salariés et l'égalité des droits, le choix de la paix, le choix du social. C'est de cette façon que reculeront l'exclusion, le racisme, le rejet de l'autre.

Nos organisations appellent tous les salariés, les chômeurs et les retraités à participer aux manifestations unitaires organisées dans toute la France.

7 avril : l'UNSA reçue par le Premier ministre

Le Premier ministre a reçu l'UNSA, le 7 avril, pour un tour d'horizon de la situation économique et sociale, dans un contexte où différents résultats électoraux attestent de la place occupée par notre organisation.

A cette occasion, nous avons fait le point sur les négociations interprofessionnelles et rappelé notre soutien aux accords sur la convention assurance chômage et les retraites complémentaires. Concernant les négociations en cours sur l'emploi des jeunes, nous avons dit notre approbation à la fois du contenu des discussions engagées entre les partenaires sociaux et de la cible visée prioritairement, celle des jeunes les plus en difficulté.

Sur la part de ce dossier engageant le gouvernement en matière de développement de la formation par alternance, nous avons apprécié les mesures annoncées pour les entreprises moyennes qui sont celles qui accueillent le moins. Mais l'UNSA a rappelé au Premier ministre que l'apprentissage et la formation par alternance sous statut scolaire étaient deux modes de qualification qui devaient rester équilibrés.

Au-delà de l'emploi des jeunes, nous avons dit notre inquiétude sur l'emploi des seniors dont la part dans les chiffres des demandeurs d'emploi a monté de 13,5 % en un an. Pour l'UNSA, des mesures s'imposent

pour aller au-delà d'accords d'entreprises très timides dont nous avons demandé un bilan. L'explosion des ruptures conventionnelles nécessite également un examen pour vérifier si elles ne sont pas un moyen détourné pour faire quitter aux seniors le marché du travail.

L'UNSA a enfin exposé son analyse sur une situation générale de l'emploi qui stagne. Elle a dit au Premier ministre que l'austérité, française comme européenne, ne répondait pas au besoin de relance pour une activité économique créatrice d'emplois. Dans un contexte de remontée de l'inflation qui pèse sur le pouvoir d'achat, si nous avons noté les annonces gouvernementales limitées concernant les tarifs de l'énergie, nous avons demandé un coup de pouce salarial, en particulier sur le SMIC et les traitements Fonction publique qui sont du ressort direct du gouvernement.

Enfin, l'UNSA a dit sa préoccupation devant les montées populistes qui fragilisent la République.

L'UNSA demande le rétablissement de l'allocation équivalent retraite (AER).

L'AER a été supprimée le 1er janvier 2011. Cette allocation constitue un revenu de remplacement ou de complément susceptible d'être versé aux personnes involontairement privées d'emploi ayant le nombre d'années nécessaires pour liquider leur retraite à taux plein, mais n'ayant pas l'âge minimum leur permettant de partir à la retraite.

Dans un contexte de chômage élevé et dans un marché du travail toujours très sélectif, L'UNSA considère que le rétablissement de l'AER est un impératif de solidarité.

L'AER de remplacement était versée en substitution de l'allocation de solidarité spécifique, aux titulaires du RSA ou aux personnes ayant épuisé leurs droits à l'allocation de retour à l'emploi ou ne remplissant pas les conditions pour en bénéficier.

De plus, toutes les personnes allocataires de l'AER pouvaient, à leur demande et quel que soit leur âge, demander à Pôle Emploi, de les inscrire en tant que « dispensé de recherche d'emploi » (DRE).

La fermeture de ce dispositif est une conséquence de la réforme des retraites de novembre 2010 et se veut une mesure incitative à la recherche d'emploi, la catégorie des DRE devant disparaître dès la fin 2011.

Toutefois, le recul progressif de l'âge légal de la retraite jusqu'à 62 ans rendra encore plus problématique cette perspective, ainsi qu'en attestent les préventions des employeurs à recruter des chômeurs âgés, qui plus est, peu qualifiés, catégorie fortement représentée dans les DRE.

Résultats d'élections professionnelles

Magasins LIDL : seule organisation à présenter des candidats dans les trois collèges, l'UNSA remporte la représentativité avec 1.040 voix sur les 5.807 suffrages exprimés, soit 17,91%, derrière la CFDT (31,18%) mais devant la CGT (16,3%), la CFTC et FO, tous les deux un peu au dessus de 15%. De nombreux seconds tours se tiendront au mois de juin.

SEMAAS (17) : L'UNSA s'est présentée pour la première fois devant les électeurs de cette entreprise de transports interurbains de 147 salariés appartenant au groupe Veolia. L'UNSA devient majoritaire avec 50,46% des voix et obtient 3 sièges sur 5 au comité d'entreprise.

Banque de France : implantée récemment, l'UNSA obtient 613 voix sur les 11.308 suffrages exprimés, soit 5,43%. L'UNSA obtient la représentativité et des élus dans deux CE : imprimerie de Chamalières (63) avec 13,61% et Nord Pas de Calais avec 16,07%.

L'UNEF a tenu son 82ème congrès

L'UNEF a tenu son 82ème congrès, du 7 au 10 avril, à Montpellier. A cette occasion Emmanuel Zemmour a succédé à Jean-Baptiste Prévost à la présidence de l'UNEF.

Dans une intervention centrée sur l'emploi des jeunes, Luc Bérille, secrétaire général de l'UNSA, a apporté le salut de notre organisation aux congressistes.

Succès de l'Euromanifestation de Budapest

Une délégation de l'UNSA conduite par son secrétaire général, Luc Bérille, a participé à l'euromanifestation organisée, le 9 avril dernier, à Budapest par la Confédération européenne des syndicats (CES). 50.000 manifestants ont défilé dans les rues de la capitale hongroise pour clamer haut et fort : « Non à l'austérité – Pour plus d'Europe sociale, des salaires équitables et des emplois de qualité ». C'est la plus grande manifestation enregistrée en Hongrie depuis une vingtaine d'années. Il est urgent que les États membres et les autorités européennes entendent le message qui leur est adressé et changent de politique.